

ASSOCIATION DES CENTRES EDUCATIFS CHARLES PEGUY

Association – Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 4 Square Eugène Viollet le Duc
95140 GARGES-LÈS GONESSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION DES CENTRES EDUCATIFS CHARLES PEGUY

Association – Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 4 Square Eugène Viollet le Duc
95140 GARGES-LÈS GONESSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION DES CENTRES EDUCATIFS CHARLES PEGUY,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DES CENTRES EDUCATIFS CHARLES PEGUY, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit, dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'incidence de la première application du règlement ANC n°2022-06 relatif au changement de méthode comptable.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la partie « observation » du présent rapport, la note de l'annexe « Règles et méthodes comptables » expose le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes, ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

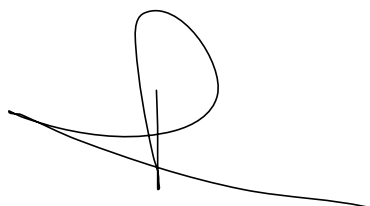
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 18 mai 2026

FITECO,
Commissaire aux Comptes



Manon REBOURS
Associée

ASSOCIATION DES CENTRES EDUCATIFS CHARLES PEGUY

Association – Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 4 Square Eugène Viollet le Duc
95140 GARGES-LÈS GONESSE

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2025

BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

**Association des Centres Educatifs Charles Péguy
ACTIF**

	31/12/2025			31/12/2024
	BRUT	Amortissements Provisions	NET	NET
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruti				
Concessions, Brevets, Licences	13 110,00	12 080,00	1 030,00	2 050
Informatiques, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	5 139		5 139	5 139
Constructions	143 641	141 752	1 890	2 464
Agencements et installations				
Intallation Techniques, matériel et outillage	1 618	1 618		
Aitres immobilisations corporelles	55 539	30 162	25 377	30 041
Matériel & mobilier d'activités				
Imobilisations en cours				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des titres de participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL II ACTIF IMMOBILISE	219 047	185 611	33 436	39 694
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	78 141		78 141	62 412
Charges constatées d'avance	969		969	833
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	365 342		365 342	328 194
TOTAL III ACTIF CIRCULANT	444 453		444 453	391 439

BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

**Association des Centres Educatifs Charles Péguy
ACTIF (Suite)**

Frais d'émission des emprunts (IV)				
Prime de remboursements des empruntsb(V)				
Ecarts de conversion et diffévaluations Activ (VI)				
TOTAL GENERAL	663 500	185 611	477 889	431 133

BILAN AU 31 DECEMBRE 2025
Association des Centres Educatifs Charles Péguy
PASSIF

	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	347 097	347 097
Fonds propres avec droits de reprises		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-47 119	-40 549
Résultat de l'exercice	-5 717	-6 570
Situation nette sous total	294 261	299 978
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
TOTAL I	294 261	299 978
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	145 887	91 820
TOTAL III	145 887	91 820
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 694	8 686
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales & sociales	18 755	15 049
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	358	
Produits constatés d'avance	11 933,00	15 600
TOTAL IV	37 741	39 335
TOTAL GENERAL	477 889	431 133

COMPTE DE RESULTAT

"ASSOCIATION DES CENTRES EDUCATIFS CHARLES PEGUY"

Du 1er janvier au 31 décembre 2025

	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	13 510,40	13 501,00
Produits des tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	407 994,17	343 009,10
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	27 025,00	28 430,00
Mécénats		
Legs, donations et assurance vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		41 146,00
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		3 480,00
Autres produits	2 000,00	50,00
TOTAL I	450 529,57	429 616,10
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	847,57	673,00
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnement 678	678,26	1 190,00
Autres achats et charges externes	69 340,07	65 485,00
Aides financières		
Impôts et taxes	13 884,30	10 951,69
Salaires et traitements	232 429,45	258 130,64
Cotisations sociales	81 909,85	87 610,59
Dotation aux amortissements	6 258,53	4 079,92
Dotation aux provisions	7 164,03	36 765,10
Val. CPTA des immo incorpo et corpo cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	3,25	63,00
TOTAL II	412 515,31	464 948,94
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	38 014,26	-35 332,84
PRODUITS FINANCIERS		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Autres intérêts et produits assimilés	3 171,91	4 238,37
Reprise sur provision financière		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immos fi		
TOTAL III	3 171,91	4 238,37
CHARGES FINANCIERES		
Dotation aux comptes d'amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Val cpta des immos fi cédées		
Ch nettes sur cessions autres éléments fi.		
TOTAL IV		

COMPTE DE RESULTAT (Suite)**"ASSOCIATION DES CENTRES EDUCATIFS CHARLES PEGUY"****Du 1er janvier au 31 décembre 2025**

2. RESULTAT FINANCIER	3 171,91	4 238,37
3. RESULTAT COURANT avant impôts	41 186,17	-31 094,47
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	46 903,00	33 131,00 8 607,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	-46 903,00	24 524,00
Participation des salariés aux résultats (VII) Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V) Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	453 701,48 459 418,31	466 985,47 473 555,94
EXCEDENT OU DEFICIT	-5 716,83	-6 570,47
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat Services Civiques	 53 868,10 152 410,00 1 876,00	 53 868,10 88 560,10 2 290,10
TOTAL	208 154,10	144 718,30
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mises à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole Services Civiques	 53 868,10 152 410,00 1 876,00	 53 868,10 88 560,10 2 290,10
TOTAL	208 154,10	144 718,30

A N N E X E

Au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31.12.2025, le total est de 477 889 euros et au compte de fonctionnement de l'exercice, présenté sous la forme de liste, le total est de 459 418 ,31 euros avec un déficit de fonctionnement de 5 716,83 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.01.2025 au 31.12.2025.

Les notes et tableaux n°1 à 9, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

La comptabilité est établie en référence au règlement ANC 2018-06.

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément

aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Application du Règlement comptable pour le Règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

Le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2022-06 et 2023-03, relatif à la modernisation des états financiers, s'applique à toute entité soumise aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 relatif au Plan comptable général, est applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Ce règlement a notamment pour effet :

- l'introduction de la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers ;
- l'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

Ce nouveau règlement n'a pas entraîné de changement significatif dans les méthodes comptables appliquées par l'association.

Le cas échéant, les impacts liés à la première application du règlement ANC n°2022-06 et 2023-03 ont été analysés conformément aux dispositions prévues par l'ANC et sont sans incidence significative sur la présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations corporelles

Pour la première application en 2005 des nouvelles règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation, et à l'évaluation des actifs (CRC, règlement 04-06), l'entité a fait le choix de la méthode prospective.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

En outre, l'entité a identifié des immobilisations décomposables ; celles-ci concernent :
- les ensembles immobiliers

Tant sur le plan comptable qu'au plan fiscal, les amortissements sont calculés, sans considération de la valeur résiduelle, suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage, à l'exception des immeubles de placement amortis selon la durée d'utilité.

- | | |
|--|--------------------|
| - Constructions et composants : | De 10 ans à 50 ans |
| - Agencements & aménagements des constructions et composants : | 10 ans |
| - Matériel de bureau et matériel informatique et composants : | De 3 ans à 5 ans |
| - Mobilier de bureau et composants : | De 3 ans à 5 ans |

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

b) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

c) Valeurs mobilières de placement.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

d) Autres informations

Le résultat de l'Association des Centres Educatifs Charles Péguy se décompose comme suit :

- Centre Charles Péguy : - 18 290,04 € contre -36 418,87 € en 2024

- Les points Ecoute : 12 573 € en 2025 contre 29 849,03 € en 2024

Soit un résultat total de - 5 716,83 € en 2025 contre -6 569,84 € en 2024,

e) Les contributions volontaires en nature couvrent une part des frais de fonctionnement et autres charges de

l'Association :

Principe d'évaluation : l'évaluation du bénévolat est calculée en fonction du nombre d'heures consacrées par les bénévoles, valorisé à un taux horaire de 18 euros. Cette année : 7 525 heures pour le Centre Charles - Péguy (bénévoles non rémunérées) et 920 heures pour Charles Péguy A l'Ecoute (stagiaires-non rémunérés au Coin Jeunes).

Sont également comptabilisées en contributions volontaires les services civiques pour la part payée par l'Etat, indemnités et remboursement PSC1 et FCC).

Mise à disposition de locaux par la commune : ce calcul est fait à partir du prix moyen de la location du quartier concerné rapporté aux mètres carrés du local mis à disposition par la commune (en prenant en compte aussi les charges correspondantes) ou mis à disposition par la communauté SFX.

f) **Les indemnités pour départ en retraite**, dans la base de calcul, tous les salariés présents au 31 décembre 2025 ont été comptés, à l'exclusion de ceux dont on connaît le départ. Le calcul a été fait sur une base de 1/4 pour les 10 premières années et 1/3 pour les années suivantes.
cela conduit à une augmentation de provision de 5 175,76 € pour les lieux d'écoute et de 1 988,27 € pour le Centre Charles-Péguy.

2 ACTIF

RELEVÉ DES IMMOBILISATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2025

DESIGNATION	Montant au 01.01.2025	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant au 31.12.2025
IMMO. INCORPORELLES				
Logiciel Info + CCP	13 110,00			13 110,00
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 110,00			13 110,00
IMMO. CORPORELLES				
BATIMENTS	84 806,08			84 806,08
TERRAINS	5 138,84			5 138,84
AGENCEMENTS & INSTALLATIONS	58 835,40			58 835,40
MATERIEL DE CUISINE				
AAI DIVERS	560,00			560,00
MOBILIER & MATERIEL				
Matériel & mobilier liés à l'activité	1 618,00			1 618,00
Matériel de bureau & informatique	16 990,79			16 990,79
Mobilier	6 204,48			6 204,48
Aménagements divers	31 783,33			31 783,33
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	205 936,92			205 936,92
Immobilisations en cours				
TOTAL	219 046,92			219 046,92

3 RELEVÉ DES AMORTISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 2025

DESIGNATION	Montant au 01.01.2025	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31.12.2025
IMMO. INCORPORELLES	8 000,00			8 000,00
Logiciels informatiques	3 060,00	1 020,00		4 080,00
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 060,00	1 020,00		12 080,00
IMMO. CORPORELLES				
BATIMENTS	84 806,08			84 806,08
TERRAINS				
MATERIEL DE CUISINE				
AAI DIVERS	560,00			560,00
AGENCEMENTS & INSTALLATIONS	56 371,23	574,28		56 945,51
MOBILIER & MATERIEL				
Matériel & mobilier liés à l'activité	1 618,00			1 618,00
Matériel de bureau & informatique	15 039,79	589,95		15 629,74
Mobilier	5 474,99	182,24		5 657,23
Inst. Génér. Aménagement divers	4 422,63	3 892,06		8 314,69
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	168 292,72	5 238,53		173 531,25
TOTAL	179 352,72	6 258,53		185 611,25

4 CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus 1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Prêts			
Dépôts & cautionnements			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Organismes sociaux			
Etat : divers - subventions	77 002,21	77 002,21	
Autres créances	1 139,20	1 139,20	
Charges constatées d'avance	969,33	969,33	
TOTAL	79 110,74	79 110,74	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	1 an à 5 ans	A plus 5 ans
Dettes auprès des Ets de crédit				
Dettes financières & divers				
Fournisseurs & comptes rattachés	6 694,46	6 694,46		
Personnel & comptes rattachés	2 281,24	2 281,24		
Organismes sociaux	15 962,01	15 962,01		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	358,00	358,00		
Produits constatés d'avance	11 933,00	11 933,00		
TOTAL	37 228,71	37 228,71		

5 PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 31.12.2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31.12.2025
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provision pour indem.retraites	88 386,45	7 164,03		95 550,48
Provisions pour grosses réparations	3 433,48	20 863,00		24 296,48
Provisions pour Risque		26 040,00		26 040,00
TOTAL	91 819,93	54 067,03		145 886,96
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS				
Valeurs mobilières				
TOTAL				
TOTAL PROVISIONS	91 819,93	54 067,03		145 886,96
dont dotations	- d'exploitation	7 164,03		
	- financières			
et reprises	- exceptionnelles	46 903,00		

6 PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Organismes sociaux	77 002,21
Subventions à recevoir	
Autres créances	
TOTAL	77 002,21

7 CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Dettes après des Ets de crédit	5 700,00 2 372,64
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	
Dettes fiscales & sociales	
Autres dettes	
TOTAL	8 072,64

8 CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

ELEMENTS	CHARGES	PRODUITS
Charges d'exploitation	969,33	11 933,00
Produits d'exploitation		
TOTAL	969,33	11 933,00

9 FONDS DEDIES

FONDS DEDIES (cf. notes ci-après)	Montant au 01.01.2025	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31.12.2025
ERAP : Fonds dédiés à un logiciel WEB (a) PEP (Espace Ecoute Parents) : Fonds dédiés à une base de données CCP : Fonds dédiés à l'aménagement des locaux Fonds dédiés à renouvellement bibliothèque PEP : Fonds dédiés à la communication (nouvelle plaquette, site ...) (b)				

10 TABLEAU DE SUIVI DES FONDS PROPRES

LIBELLÉ	Solde au début de A	Augmen- tations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	347 097			347 097
- Dotations pérennes représentatives d'actifs aliénables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
Fonds propres avec droit de reprise				
- Apports avec droits de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-40 549	-6 570		-47 119
Résultat de l'exercice	-6 570	-5 717	-6 570	-5 717
Situation nette				
Fonds propres consommables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Total	299 978	-12 287	-6 570	294 261